



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

GREVES, MANIFS, BLOCAGES POUR LE RETRAIT DE LA REFORME LA LUTTE CONTINUE

BULLETIN NPA

21 JANVIER 2020

Macron a le sens de la provocation : c'est incontestable ! Alors que la France connaît une grève sans précédent dans sa durée pour empêcher que nos retraites passent d'un régime « solidaire » à un régime « privé », lundi, c'était tapis rouge et petits fours pour les multinationales à Versailles. Macron avait mobilisé 19 de ses ministres pour y recevoir 140 dirigeants de grandes entreprises étrangères, parmi lesquelles : Coca-Cola, Google, Toyota, Rolls Royce, JPMorgan... Objectif : promouvoir « les réformes engagées depuis le début du quinquennat » par le président des riches afin de dynamiser les investissements étrangers.

Une provocation qui indique la nécessité de continuer à nous mobiliser pour gagner si nous ne voulons pas que le slogan : « *Quand tout sera privé, on sera privé de tout* » devienne une réalité. Car cette réforme des retraites, c'est naturellement un cadeau promis aux grandes sociétés d'assurances, comme le révèle l'article 64 du projet de loi. Un cadeau qui nous fera perdre plusieurs centaines d'euros par mois sur nos pensions s'il est mis en place.

PHILIPPE, LA GREVE, ÇA VA CONTINUER

Pendant 45 jours, la grève à la SNCF et à la RATP a été massive, avec des métiers en grève à plus de 90 %, comme les conducteurs de métro. Et si la grève marque aujourd'hui le pas dans ces secteurs parce qu'elle tarde à se généraliser ailleurs, le gouvernement n'a pas gagné pour autant, loin de là.

D'abord, une partie des grévistes poursuit le mouvement, pour maintenir la pression et donner confiance à d'autres secteurs. Et ensuite, ceux qui ont repris le travail ont clairement exprimé qu'ils seront massivement de retour dans la grève dès qu'elle entraînera de nouveaux secteurs.

Parties prenantes de cette continuité du mouvement, les opérations « ports morts » se répètent au Havre, à Rouen ou Marseille, empêchant les marchandises d'entrer ou de sortir, entraînant de sérieux problèmes d'approvisionnement dans plusieurs secteurs de l'économie.

PAS ENCORE LA GREVE GENERALE... MAIS LA COLERE GENERALE

La grande majorité de la population reste hostile au projet du gouvernement parce qu'elle sait que la retraite à points serait une catastrophe pour la masse des salariés concernés. La colère qui continue de s'exprimer

est massive et touche de plus en plus de secteurs.

Les avocats ont jeté leur robe, les personnels de santé de l'hôpital St Louis ont jeté leurs blouses lors des vœux de leur direction, des chefs de service de l'hôpital public jettent l'éponge en démissionnant de leurs fonctions administratives, estimant ne pas avoir les moyens de soigner correctement leurs patients.

Et depuis quelques jours, ce sont les enseignants et les lycéens qui reprennent le flambeau de la lutte, avec la mobilisation qui s'engage contre les épreuves du bac Blanc : un bac inégalitaire, organisé ou plutôt désorganisé dans chaque lycée, sans aucun caractère national. Un bac qui montre tout le mépris avec lequel ce gouvernement considère la population et nos enfants.



GREVES, ACTIONS ET BLOCAGES : LA GREVE GENERALE

Vendredi 24 janvier, jour où le projet de loi sur les retraites va être présenté en Conseil des ministres, les organisations syndicales opposées à la réforme appellent à une nouvelle journée de grève nationale. L'occasion, pour ceux et celles qui n'ont pas encore fait grève, de franchir le pas, d'aller au-delà du soutien aux grévistes en prenant toute leur place dans ce puissant mouvement d'opposition à la réforme Macron qui doit encore s'étendre, y compris aux entreprises du privé. En cessant de croire que de la grève des autres suffit pour gagner. On ne gagne pas par « délégation » !

Cette victoire, nous en avons vraiment besoin, non seulement pour mettre fin à plusieurs décennies de destruction de nos acquis sociaux, mais aussi pour redonner à notre camp social la confiance dans la force qu'il représente, dans sa capacité à faire plier Macron aujourd'hui et à changer le monde demain.

Pour ça, les richesses existent, comme le prouvent les 60 milliards d'euros de dividendes distribuée par les entreprises du CAC 40 en 2019 ou les 60 à 100 milliards d'euros que l'évasion, l'optimisation ou la fraude fiscale font perdre au budget français, chaque année. Il suffit d'aller les chercher pour imposer une autre répartition des richesses créées par les travailleurs.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



VIOLS ET VIOLENCES CONTRE LES FEMMES IL EST TEMPS QUE ÇÀ CESSE

Tous les deux jours et demi en France une femme meurt sous les coups de son conjoint ou ex. A la maison, au travail, dans la rue, les femmes risquent en permanence des agressions physiques ou verbales quand cela ne va pas jusqu'au viol.

C'est intolérable. Des dizaines de milliers de manifestants, femmes et hommes, l'ont crié ensemble, en manifestant ces derniers jours. Pour beaucoup d'entre elles et eux, les mesures annoncées par le gouvernement lundi dernier ne sont pas du tout à la hauteur du plan d'urgence nécessaire pour s'attaquer au fléau des viols et des violences contre les femmes et pour accompagner les victimes.

Le combat doit donc continuer. Parce qu'il s'agit d'une question de dignité, de respect mutuel, et d'égalité. Il faut en finir avec un schéma de société où les femmes sont infériorisées et n'ont pas toute leur place à l'égal des hommes : au travail, dans la vie publique et ailleurs. Pour vivre tous et toutes en harmonie dans la société, il faut se débarrasser du capitalisme bien sûr, mais pas seulement.

CARLOS GHOSN : LE FUYARD EST PARTI AVEC LE MAGOT

Carlos Ghosn a pris la fuite d'une assignation à résidence au Japon somme toute pas si sévère. Ce PDG multi cartes touchant 14 millions d'euros en revenus déclarés est bien un escroc.

Des dizaines de millions d'euros dissimulés ou détournés, y compris en France où 11 millions d'euros disparus vers les Pays-Bas sont en cause. Son ancien adjoint au Japon et en France, Patrick Pelata, a déclaré : « Je n'aurais jamais imaginé des choses aussi graves. Quelques jours après son arrestation, Nissan m'a proposé de voir le dossier sous réserve de confidentialité. Ce que j'ai vu m'a rendu malade ».

Les réseaux de complicité et les circuits de siphonage du fric doivent être mis au clair. Même Bolloré, son protégé viré de chez Renault, d'autres sont encore là. Et nul besoin d'être grand détective pour connaître les sources du magot du fuyard. Tout ce fric détourné ou dissimulé provient du travail des salariéEs de chez Nissan et Renault. A nous de demander des comptes !

Selon une enquête Harris Interactive pour RTL et M6, Carlos Ghosn est associé aux termes « argent », « justice », « escroc », « profiteur », « voleur » et « voyou ». Les 3/4 des personnes déclarent avoir une mauvaise opinion de Carlos Ghosn. Et 56% estiment que « les riches peuvent fuir la justice ». Les électeurs de Fillon et de Macron déclarent le comprendre (à 64% et 62%, contre 45% en moyenne pour l'ensemble). Quant à Mélenchon, qui a soutenu Ghosn dans sa fuite et a reçu les hommages de ce dernier, il est en complet décalage avec ses électeurs.

APRÈS BERLIN : LA LIBYE ET SES « PROTECTEURS »

En 2011 comme en Tunisie ou en Egypte, une révolution populaire en Libye voulait en finir avec la dictature du régime de Khadafi. Au prétexte de protéger la population, une intervention militaire sous l'égide de l'ONU a conduit dans des circonstances peu claires à l'élimination physique de Khadafi.

Les espoirs de changement ont alors fait place au chaos d'une guerre de clans et de milices pour le contrôle du pouvoir et du pétrole. Chaque clan étant soutenu et armé par l'une ou l'autre des puissances réunies à Berlin le week-end dernier : difficile dans ces conditions de prétendre vouloir favoriser le retour à la paix dans ce pays. Face l'offensive menée depuis des mois par le général Haftar contre le gouvernement Sarraj (officiellement soutenu par la communauté internationale), la conférence de Berlin a finalement affiché une unité de façade pour refuser toute ingérence en Libye et faire respecter l'embargo sur les armes.

Beaucoup de cynisme de la part de tous ces pays qui ont chacun contribué au chaos qui règne en Libye.

CHEZ OPEL : MASSACRE À LA TRONÇONNEUSE

Avant l'opération de rachat d'Opel prévue en 2017, le patron de Peugeot, Carlos Tavares, avait promis à Angela Merkel qu'il n'y aurait pas de fermeture de sites ni, d'ici 2018, de suppression d'emplois. La promesse ne concernait pas les usines anglaises où aussitôt était annoncée la suppression de 400 emplois. Et dès 2017, sur la base d'une comparaison avec les sites Peugeot les contours du plan de « redressement » d'Opel étaient connus.

Avec les projets annoncés ces jours-ci, ce sont plus de 4000 emplois qui devraient disparaître chez Opel d'ici 2029. Au total pratiquement 10.000 postes auront disparu depuis son rachat par Peugeot sur les 40.000 de l'époque. Leur seule méthode pour dynamiser les profits et gaver les actionnaires, c'est la mise en concurrence des salarié.es des différentes marques et des différents sites.

A cette logique opposons celle de la solidarité ouvrière au-delà des frontières : zéro licenciement, partage du travail sans perte de salaire !

49,2 MILLIARDS D'EUROS

En 2019, les principaux groupes français cotés ont versé 49,2 milliards d'euros de dividendes, un record !

Voilà qui va encore faire jaser dans les défilés et lors des prochaines journées de grève nationale contre la réforme des retraites. Les entreprises du CAC 40 ont versé 49,2 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires en 2019, soit 15 % de plus qu'en 2018. A ce montant s'ajoutent 11 milliards d'euros sous forme de rachats d'actions, indique la dernière étude annuelle de la lettre spécialisée Vernimmen. net (numéro 175, janvier 2020).

Le record de 2007 (57 milliards d'euros), à la veille de la crise financière, a donc été battu. Entre 2001 et 2018, les dividendes ont augmenté de 77 %, soit 3,4 % par an en moyenne.

On ne connaît que la rémunération moyenne des dirigeants des 40 plus grosses sociétés cotées. Elle a augmenté de 12 % en 2018 pour atteindre 5,77 millions d'euros.

Ce n'est pas jaser qu'il faut, c'est nous révolter !

L'injustice des Hauts Salaires

UNE COTISATION
DE SEULEMENT
2,81%
SERA APPLIQUÉE
SUR LA PART DES
HAUTS SALAIRES
QUI DÉPASSE
10 000 €
BRUTS PAR MOIS.



LES GRANDES ENTREPRISES EN
SORTENT GAGNANTES AVEC UNE
ÉCONOMIE DE COTISATIONS DE
2,7 MILLIARDS €
PAR AN

AUTANT D'ARGENT QUI N'IRA
PAS DANS LES CAISSES !

IL VA FALLOIR QUAND MÊME
VERSER LA RETRAITE DES HAUTS
SALAIRES QUI ONT COTISÉS À
L'ANCIEN SYSTÈME, PENDANT 20-30
ANS SOIT :
4,5 MILLIARDS €
PAR AN

@CollectifVelma

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser,
Ou nous contacter : npa.poissy@gmail.com
Ou à joindre les diffuseur-euses : 06.80.73.86 77